

sait fort bien dans tout le pays que l'Intercolonial s'en va en ruines; partout, de Monoton à la Rivière-du-Loup, il y en a des preuves évidentes, et c'est le résultat de cette fausse économie. J'affirme que des changements sont absolument nécessaires. Mais la droite nous dit que nous ne devons pas critiquer l'administration de l'Intercolonial, que nous manquons de patriotisme en la critiquant, que nous comprométons les meilleurs intérêts du pays, que nous faisons tort à la réputation du chemin dont le public voyageur ne voudra plus se servir, et que, par conséquent, nous n'en devons rien dire. Mon honorable ami de Norfolk-Nord (monsieur Charlton) critiquait les réglemens concernant les terres du Nord-Ouest; le ministère lui a dit immédiatement: "Quel droit avez-vous d'en parler? Votre discours va aller à l'étranger et fera du tort au pays: taisez-vous!"

Abordant maintenant la question de la politique nationale, je suis obligé de rappeler des événements qui se sont produits il y a plusieurs années et se rattachant à la Confédération—la carrière de l'honorable ministre des finances à l'époque où il jouait le rôle de faux prophète. Après avoir assisté à la conférence de Québec, et convenu, au nom du Nouveau-Brunswick, d'accepter 80 centins par tête sur la population de 1861 et \$63,000 pendant dix ans, il retourna dans la province et, dans des assemblées publiques, conseilla au peuple d'accepter ces conditions. Il se montra très étonné que les délégués à la conférence eussent consenti à offrir des conditions aussi généreuses à la population du Nouveau-Brunswick; mais je lui demanderai: où en serait-elle aujourd'hui si elle avait suivi son conseil? Elle serait en banqueroute et sans espoir d'en sortir. Elle a un revenu de près de \$600,000, plus que le double de ce qu'il aurait été si on l'eût écouté; cela ne l'empêche pas d'être dans une grande gêne pécuniaire, et elle en est réduite à faire flèche de tout bois.

Il est peut-être nécessaire que je rappelle un fait: l'honorable monsieur nous a dit que le Nouveau-Brunswick deviendrait le Birmingham de toute la Confédération, et que la population de cette province approvisionnerait Québec et Ontario. Eh! bien, monsieur l'Orateur, le peuple est désappointé; on lui avait fait espérer de grandes choses qui ne se

sont pas réalisées, et, tout en faisant des vœux pour que la Confédération ne soit pas dissoute, je crois que s'il était consulté au scrutin, le peuple du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Île du Prince-Edouard se prononcerait très carrément contre l'Union.

Les promesses de prospérité que l'honorable monsieur nous avait faites ne se sont pas accomplies. Je ne veux pas dire qu'il ait délibérément trompé les populations; mais il s'est livré à cette fantaisie de prophéties qu'il se permet pour atteindre un but. Il nous a dit quarante fois ce soir que les bons temps arrivent; c'est le genre de prophéties et de visions qu'il a cultivé pendant toute sa carrière politique.

Dans le moment il paraît être protectionniste ardent; j'aimerais à savoir depuis quand il est devenu aussi enthousiaste sur ce point. J'ai dit que mon honorable ami est tory de libéral qu'il était; je voudrais maintenant qu'il nous dirait quand il est passé du libre-échange à la protection. Jusqu'au changement d'administration, il ne nous avait jamais rien dit de la protection. Je dois citer un discours qu'il prononçait en 1873, et qui montre encore une fois qu'il est un faux prophète.

Il disait :

"Je voudrais vous porter avec moi, en imagination, à la fin des dix prochaines années, alors que le chemin de fer du Pacifique sera construit. Je pense qu'il y a trop de patriotisme, dans cette Chambre et dans le pays, pour qu'on puisse laisser les considérations personnelles ou politiques empêcher l'exécution de cette entreprise nationale. Je compte autant sur la réalisation de ce projet que j'ai foi dans les déclarations que le parlement a faites depuis cinq ans. Nous irons jusqu'au Pacifique. Nous voyons que les mineurs qui travaillent là-bas paient 14 centins la livre tout ce qui entre dans leur consommation, et il leur faut gagner \$4 ou \$5 par jour s'il veulent être en mesure d'y rester.

"La Chambre peut apprécier quel effet sera produit dans cette lointaine colonie quand le chemin de fer sera en pleine opération, et quand le mineur pourra y vivre avec \$1 par jour. Il y aura une nombreuse et rapide affluence de population, et ces fertiles vallées seront développées par des cultivateurs industriels qui sauront retirer de leurs travaux une ample rémunération.

"Le produit de leurs terres sera transporté aux ports de mer par le chemin de fer du Pacifique, et il en résultera pour le revenu fédéral une augmentation considérable.

"Revenons un peu à l'Est, et visitons les territoires du Nord-Ouest. Ne devons-nous